



CHAPITRE 93

CHAPTER 93

Loi modifiant la charte de la ville de
Richmond

An Act to amend the charter of the
town of Richmond

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Richmond a, par sa pétition, représenté que dans son intérêt et celui des contribuables, ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, les lois 1 Édouard VII, chapitre 50; 2 George VI, chapitre 117; 5 George VI, chapitre 81; 14-15 George VI, chapitre 95; 1-2 Elizabeth II, chapitre 97; 4-5 Elizabeth II, chapitre 100, et 6-7 Elizabeth II, chapitre 93, et aussi d'apporter de nouvelles modifications pour ladite ville, à la Loi des cités et villes, et pour d'autres fins;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Création
d'un
fonds in-
dustriel
autorisée.

1. Nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraire, la ville de Richmond est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent cinquante mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité de ceux qui auront voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la ville est autorisée, sujet

Preamble.

WHEREAS the town of Richmond has, by its petition, represented that in its interest and that of the ratepayers as well as for the good administration of its affairs, it is expedient that it be granted powers more ample than those which it already has under its charter, the acts 1 Edward VII, chapter 50; 2 George VI, chapter 117; 5 George VI, chapter 81; 14-15 George VI, chapter 95; 1-2 Elizabeth II, chapter 97; 4-5 Elizabeth II, chapter 100, and 6-7 Elizabeth II, chapter 93, and also that further amendments be made for the said town to the Cities and Towns Act, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town of Richmond is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector proprietors. If the required approvals are obtained, the council of

Creation
of indus-
trial fund
author-
ized.

à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas cent cinquante mille dollars, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement ou le maintien d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou les emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi
des
sommes
perçues.

Tel montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle, en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Acquisi-
tion pour
protection
de créan-
ce.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts; sauf si la Com-

the town is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to effect one or more loans the total of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment or maintenance of industries calculated to benefit the whole population. The town is authorized to sell or lease the said immoveable or immoveables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables to the town, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans effected to acquire or erect the said immoveables.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immoveables.

Use of
sums col-
lected.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Com-

Purchase
to protect
claim.

mission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour ses fins municipales.

Référendum.

2. Le conseil de la ville a le pouvoir, lorsqu'une demande lui est soumise ou lorsqu'une requête lui est présentée pour quelque chose pouvant faire légalement l'objet de sa décision, d'ordonner, par résolution, qu'une consultation populaire ou referendum soit tenu dans les trente jours où telle demande ou requête a été prise en considération par le conseil, afin de connaître l'opinion des électeurs propriétaires au sujet de toute telle demande ou requête.

Mode de votation.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra ordonner que les électeurs propriétaires voteront en nombre seulement ou en nombre et en valeur et que les bureaux de scrutin soient organisés à cette fin sous la responsabilité du greffier de la ville, de son assistant ou de toute autre personne désignée par ledit conseil.

Dépôt.

Dans les circonstances ci-dessus indiquées, le conseil de la ville pourra demander aux requérants ou à la ou aux personnes faisant telle demande, comme ci-dessus indiqué, qu'un dépôt préalable de tel montant estimé juste et équitable pour couvrir les frais et loyaux coûts de tel referendum, soit fait dans tel délai au trésorier de la ville.

S.R., c. 233, a. 26, am. pour la ville.

Octrois autorisés.

3. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Richmond, en ajoutant après le paragraphe 6°, les suivants:

"7° Octroyer des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés artistiques, scientifiques, littéraires patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et guides;

mission permits it to be otherwise disposed of.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the town for its municipal purposes.

Borrowing power not affected.

Referendum.

2. The town council, when applied to or petitioned for anything which it may legally do, may order by resolution that a public vote or referendum be held within thirty days of the taking into consideration by the council of such application or petition, to ascertain the opinion of the elector-proprietors with respect to any such application or petition.

In the exercise of such power, the council may order that the elector-proprietors shall vote in number only or in number and in value and that polling-stations be set up for such purpose under the responsibility of the town clerk, his assistant or any other person appointed by the said council.

Mode of votation.

In the circumstances hereinabove stated, the town council may require of the petitioners or the person or persons making such application, as hereinabove stated, the prior deposit of such amount as is deemed fair and equitable to cover the expenses and actual costs of such referendum to be made within such delay in the hands of the town treasurer.

Deposit.

3. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding after paragraph 6, the following:

R.S., c. 233, s. 26, am. for town.

"7. Grant moneys to assist, in the town or elsewhere:

Grants authorized.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming, or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la cité, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Tous les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme de trois milles dollars annuellement; cette somme pourra être distribuée au gré du conseil en vertu de résolutions, à la condition d'être prise à même les fonds généraux;

"8° Passer des contrats avec des associations sans but lucratif, pour fins d'organisation des loisirs en cette ville, pour la gestion et l'administration de terrains de jeux, de stades, de patinoires ou autres lieux publics d'amusement et leur accorder, à même ledit montant de trois mille dollars prévu au paragraphe précédent, les fonds nécessaires à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir par résolution."

Organi-
sation de
loisirs,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Permis de
déménage-
ment
d'immeu-
ble.

4. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Richmond, en ajoutant après le paragraphe 32°, les paragraphes suivants:

"33° La ville pourra, par règlement, obliger toute personne, société ou corporation, voulant faire le déménagement d'un immeuble par une rue située dans les limites de son territoire, à obtenir un permis préalable et soumettre l'octroi de celui-ci au dépôt de toutes sommes estimées justes et équitables pour faire face aux dommages à être possiblement subis aux rues et autres objets de la ville, qui pourra retenir à même ledit dépôt le montant des dommages ainsi subis et ne remettre que le résidu au déposant, s'il y a lieu, ou exiger un supplément selon le cas;

Permis de
transport
de terre,
etc.

"34° La ville pourra, par règlement, obliger toute personne, société ou corporation faisant le transport, dans la ville, de terre, de détritiques et de matériaux, à l'occasion d'une construction ou d'une démolition, dans la ville, à obtenir un permis préalable dont le montant ne devra pas excéder cinq (\$5.00) dollars."

S.R.,
c. 233,
a. 429,

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes, déjà modifié pour la ville de Rich-

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the upkeep of winter roads outside the town, the whole on such conditions as the council may prescribe.

All grants so appropriated shall not exceed the sum of three thousand dollars annually; such sum may be distributed by resolution at the will of the council, on the condition that it be taken out of the general fund;

"8. Make contracts with non-profit associations for purposes of recreational guidance in the town, for the management and administration of playgrounds, stadiums, skating rinks or other public places of amusement, and grant them, out of the said sum of three thousand dollars contemplated in the preceding paragraph, the necessary funds for such purposes, on such conditions as the council may establish by resolution."

Recrea-
tional
guidance,
etc.

4. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding after paragraph 32, the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"33. The town may, by by-law, oblige any person, society or corporation wishing to move a building through a street situated within the limits of its territory, to secure previously a permit, and make the granting of the same conditional upon the deposit of such sums as are considered fair and equitable to cover any damage likely to be caused to streets or other objects of the town, which may retain out of the said deposit the amount of the damage so caused and remit only the remainder, if any, to the depositor or demand a supplement, as the case may be;

Permit
to move a
building.

"34. The town may, by by-law, oblige any person, society or corporation transporting earth, refuse and materials in the town, on the occasion of any construction or demolition in the town, to secure previously a permit the amount of which shall not exceed five (\$5.00) dollars."

Permit to
transport
earth, etc.

5. Section 429 of the Cities and Towns Act, already amended for the town of

R.S.,
c. 233,
s. 429,

am. pour
la ville.

mond par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

Circulation
détournée.

"11°a Pour détourner la circulation dans les rues de la ville, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie, y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous les cas d'urgence;

Véhicule
stationné
illégalement.

"11°b Pour enlever, remorquer, tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations de la ville et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage ne devant en aucun cas excéder dix (\$10.00) dollars;

Stationnement
d'autobus
interurbain.

"11°c Pour empêcher, nonobstant toute loi à ce contraire, les autobus, faisant un service interurbain, de stationner ou d'arrêter, dans les limites de la ville, ailleurs qu'à une gare d'autobus, pour prendre ou laisser descendre des passagers, ou à d'autres endroits déterminés par le conseil de la ville, ou par le chef de police sur délégation de pouvoir du conseil à cet effet."

Richmond by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 97, is again amended, for the town, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

am. for
town.

"11a. To divert traffic in the streets of the town, when work on roads including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

Traffic
diverted.

"11b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations of the town and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs which in no case shall exceed ten (\$10.00) dollars;

Vehicle
parked
illegally.

"11c. To prevent, notwithstanding any law to the contrary, autobuses operating an interurban service from parking or stopping, to take or leave passengers, within the town limits elsewhere than at an autobus terminal or at other places fixed by the town council, or by the chief of police upon delegation to him, by the council, of power to do so."

Parking
of inter-
urban
auto-
buses.

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.

6. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Richmond, en ajoutant après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

Restau-
rants am-
bulants.

"6°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville ou de toute partie d'icelle; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

6. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding after paragraph 6, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

"6a. To regulate and limit the number of itinerant restaurants, or to prohibit the operating thereof within the town limits or any part thereof. But in case of cancellation, the town shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit."

Itinerant
restau-
rants.

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

7. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Richmond, en ajoutant après le paragraphe 3°, le paragraphe suivant:

Nui-
sances.

"4° Pour déclarer et décréter nuisance publique le fait de placer, déposer, accumuler ou amonceler de la terre, du sable, des guenilles, des peaux vertes, du bois de seconde main, des métaux, du caoutchouc, des pneus usagés et autres objets et substances de même nature, sur tout terrain ou emplacement sis sur une rue de la ville, si ce n'est aux conditions fixées par le conseil de la ville; pour prescrire

7. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding after paragraph 3, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

"4. To declare and ordain that the placing, depositing, accumulating or heaping of earth, sand, rags, raw hides, second-hand lumber, metals, rubber, used tires and other objects and substances of the same nature, on any land or emplacement situated on a street of the town, except on conditions fixed by the town council, constitutes a public nuisance; to prescribe appropriate measures to prevent or remove

Nui-
sances.

des mesures propres à empêcher ou faire disparaître telle nuisance ainsi que pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister et subsister telle nuisance."

such nuisances and to impose fines on persons who allow such nuisances to exist and remain."

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la ville.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Richmond, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

8. The Cities and Towns Act is R.S.,
amended, for the town of Richmond, by c. 233,
adding after section 485, the following: s. 485a,
added
for town.

Rôle sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

"485a. Le conseil de la ville pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à condition que sur chacune d'elles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du président des estimateurs ou du greffier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, celles non modifiées pourront en faire partie si mention en est faite sur chacune d'elles sous les initiales du président des estimateurs ou du greffier."

"485a. The town council may, by Roll on
resolution, order that the valuation roll index-
be composed of index-cards or loose cards
leaves, provided that on each of them, or loose
the year of its making be indicated under leaves.
the initials of the chief assessor or of the clerk. When a new roll is made, those on which no change has been made may form part of it, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the chief assessor or of the clerk."

S.R.,
c. 233,
a. 502a,
aj. pour
la ville.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Richmond, en ajoutant après l'article 502, le suivant:

9. The Cities and Towns Act is R.S.,
amended, for the town of Richmond, by c. 233,
adding after section 502, the following: s. 502a,
added
for town.

Avis de
départ de
locataire
ou occu-
pant.

"502a. Tout locataire ou occupant, sujet à la taxe de locataire ou d'occupant, doit donner avis écrit au secrétaire-trésorier de la ville, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, il reste sujet à ladite taxe pour l'année courante. S'il le fait, le conseil, sur preuve qu'il a effectivement évacué le local, doit rayer son nom comme locataire ou occupant dudit local, et, si un nouveau locataire ou occupant en prend ensuite possession, inscrire le nom de ce dernier, pour avoir effet à compter de cette prise de possession. Celui-ci est dès lors assujéti à la taxe pour la proportion de l'année restant à courir. Le locataire ou occupant précédent, s'il a donné ledit avis, n'est reponsable de cette taxe que pour la partie de l'année pendant laquelle il a occupé le local et, s'il a payé la taxe pour une plus longue période, il peut obtenir de la municipalité le remboursement de ce qu'il a payé au-delà de sa période d'occupation."

"502a. Any tenant or occupant sub- Notice of
ject to the tenant's or occupant's tax shall departure
give to the secretary-treasurer of the of tenant
town a written notice that he abandons or or occu-
leaves the premises subject to the tenant's pant.
or occupant's tax. If he does not do so, he shall remain subject to the said tax for the current year. If he does so, the council shall, upon proof that such person has effectively evacuated the premises, strike out his name as tenant or occupant of the said premises, and, if a new tenant or occupant afterwards takes possession thereof, shall enter the name of the latter, to be effective from such taking of possession. The latter is then subject to the tax for the remaining portion of the current year. The former tenant or occupant, if he gave the said notice, is liable to such tax only for the part of the year during which he occupied the premises and, if he has paid the tax for a longer period, he may obtain from the municipality the reimbursement of what he has paid in excess of such period of occupation."

S.R.,
c. 233,
a. 538a,
aj. pour
la ville.

10. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Richmond, en ajoutant après l'article 538, le suivant:

10. The Cities and Towns Act is R.S.,
amended, for the town of Richmond, by c. 233,
adding after section 538, the following: s. 538a,
added
for town.

Second
rôle de
percep-
tion.

"538a. Nonobstant les dispositions de l'article 538, le conseil pourra faire préparer par le trésorier un second rôle de perception comprenant toutes les taxes imposées dans la ville en vertu des articles 523, 524, 525 et 526."

S.R.,
c. 233,
a. 540a,
aj. pour
la ville.

11. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Richmond, en y ajoutant après l'article 540, le suivant:

Avis
et son
contenu.

"540a. Dans le cas de la taxe prévue au paragraphe 2 de l'article 523 (taxe de locataire) et portée au rôle de perception préparé en vertu de l'article 538a, l'avis requiert le paiement en quatre versements égaux et consécutifs, le premier versement devenant dû le premier juillet de chaque année pour le quartier numéro 1, le premier août de chaque année pour le quartier numéro 2, et le premier septembre de chaque année pour le quartier numéro 3, et les trois autres versements à trois mois d'intervalle pour chaque quartier. Les versements qui n'auront pas été payés dans les vingt (20) jours de leur échéance porteront intérêt n'excédant pas six (6%) pour cent depuis cet échéance."

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"538a. Notwithstanding the provisions of section 538, the council may cause an additional collection roll to be prepared by the treasurer, comprising all the taxes imposed in the town under sections 523, 524, 525 and 526."

Addi-
tional
collection
roll.

11. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding thereto after section 540, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 540a,
added
for town.

"540a. In the case of the tax provided for in paragraph 2 of section 523 (tenant's tax) and entered on the collection roll prepared under section 538a, the notice shall require the payment thereof in four equal, consecutive instalments, the first instalment becoming due on the first of July of each year for ward number 1, on the first of August of each year for ward number 2 and on the first of September of each year for ward number 3, and the remaining three instalments at intervals of three months for each ward. The instalments not paid within twenty (20) days after maturity shall bear interest not exceeding six (6%) per cent from maturity."

Notice
and con-
tents.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.